



Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme,
sur la révision du PLU de La Force (11)**

n°saisine 2019-7191

n°MRAe 2019DKO82

La mission régionale d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles R.104-8, R.104-16, R.104-21 et R.104-28 à R.104-33 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016 et du 19 décembre 2016 portant nomination des membres des MRAe ;

Vu la convention signée entre le président de la MRAe et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie ;

Vu la délibération n°2018-01 de la MRAe, en date du 18 janvier 2016, portant délégation à Philippe Guillard, président de la MRAe, et à Bernard Abrial, membre de la MRAe, pour prendre les décisions faisant suite à une demande d'examen au cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas :

- **relative à la révision du PLU de la commune de La Force ;**
- **déposée par la commune ;**
- **reçue le 04 février 2019 ;**
- **n°2019-7191 ;**

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 14 février 2019 ;

Au vu des éléments transmis :

Considérant que la commune de La Force (460 ha et 218 habitants en 2016 – source INSEE) engage une révision de son PLU afin de prendre en compte les objectifs fixés par le SCoT du Pays Lauragais ;

Considérant que le SCoT Pays du Lauragais prévoit, pour la commune de La Force désignée « non-pôle », un accroissement de 64 habitants (hypothèse haute) ;

Considérant la création de 20 logements supplémentaires prévus par la commune ;

Considérant que cette révision intègre :

- une réduction importante de la surface des zones AU, 1AU et 2AU par rapport à l'ancien zonage ;
- l'ouverture à l'urbanisation de deux zones AU représentant au total une superficie de 1,6ha ;
- les possibilités de densification et de restructuration évaluées à 0,09 ha de dents creuses et de 0,17 ha de densification, identifiées dans le zonage au sein du tissu urbanisé ;

Considérant la localisation des zones impactées par le projet d'urbanisation :

- en continuité du bâti existant
- en dehors des zones répertoriées à enjeux écologiques, agricoles ou paysagers

Considérant la prévision de rattachement des habitations futures au réseau d'assainissement collectif, la station d'épuration ayant une capacité jugée suffisante (capacité de 400 Equivalent Habitant)

Considérant en conclusion qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

Décide

Article 1^{er}

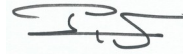
Le projet de révision du PLU de La Force, objet de la demande n°2019-7191, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale d'Occitanie (MRAe) : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr et sur le Système d'information du développement durable et de l'environnement (SIDE) : <http://www.side.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Marseille, le 2 avril 2019

Le président de la mission régionale
d'autorité environnementale,
Philippe Guillard



Voies et délais de recours contre une décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Le président de la MRAe Occitanie
DREAL Occitanie
Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale
1 rue de la Cité administrative Bât G
CS 80002 - 31074 Toulouse Cedex 9

Recours hiérarchique : (Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Madame la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer
Tour Séquoia
92055 La Défense Cedex

Recours contentieux : (Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

Tribunal administratif de Montpellier
6 rue Pitot
34000 Montpellier

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.